

Bruxelles, le 22 mars 1985
Note BIO(85)104 (suite 7 et fin) aux Bureaux Nationaux
c.c. aux membres du Service du Porte-Parole

PS 1259.01

CONSEIL AFFAIRES ETRANGERES (N. Wegter) *des 17 au 20 mars 1985: elargissement
programmes integres mediterraneens*

"Les Dix et les pays candidats sont pratiquement arrives a une conclusion des negociations": ceci a ete la conclusion de la Presidence du Conseil, M. Andreotti, a l'issue des travaux de cette instance hier soir vers minuit. Toutefois, les travaux ont ete interrompus a ce moment pour etre repris le mercredi et ensuite le jeudi et le vendredi de la semaine prochaine.

Malgre l'optimisme qui se justifie donc et relatif aux possibilites de pouvoir conclure definitivement, et d'une maniere favorable, sur l'ensemble des questions du paquet "Elargissement" dans un bref avenir, il a quand meme ete constate qu'une interruption des travaux s'imposait afin de permettre aux delegations - soit des Dix, soit des deux pays adherents - de reexaminer leurs positions vis-a-vis de certains problemes ou des reserves subsistent.

Les travaux de ce Conseil, depuis mercredi soir, peuvent etre repartis en deux phases :

- La phase des contacts entre la Presidence et la Commission d'une part, et les deux pays adherents, d'autre part. Ces contacts qui se sont deroules separement avec ces deux delegations pendant toute la nuit de mercredi a jeudi, ainsi qu'une large partie de la journee de jeudi, ont permis a la Presidence de bien delimiter les principaux problemes encore en litige soit dans le domaine de la Peche, soit relatifs a l'Agriculture.

Comme deja indique dans la note BIO precedente, un large consensus s'est degage a ce niveau, relatif a une grande serie d'elements du paquet en question; toutefois, il s'est degage clairement que la delegation espagnole, ainsi que la delegation portugaise ont maintenu des reserves de fond vis-a-vis de l'ensemble de ce paquet aussi longtemps qu'il n'y aura pas de solution satisfaisante relative a certains problemes particuliers.

Ceci etant, EN MATIERE DE PECHE, la delegation espagnole semble tres pres d'un accord relatif a la formule proposee par la Communaute relative a l'acces aux zones de peche de la Communaute et notamment l'exclusion de leurs bateaux de "l'Irish Box" jusqu'a 1995.

Le meme vaut en ce qui concerne la position de cette delegation vis-a-vis de la formule suggeree en matiere des especes soumises aux TAC et quotas.

D'autre part, la delegation portugaise a insiste d'une maniere particuliere pour qu'il y ait un regime particulier a partir de la date d'adhesion en ce qui concerne l'acces dans leurs propres eaux "Portugese Box", notamment en vue d'eviter toute interdiction de l'acces des bateaux en provenance d'Espagne pour une periode couvrant au moins 5 ans.

EN MATIERE D'AGRICULTURE, la delegation espagnole ne semble pas exclure une solution comportant plusieurs elements relatifs aux principaux problemes en litige y compris le volet portant sur l'importation en Espagne de certains "produits continentaux" ainsi que relatifs au regime d'exportations vers la Communaute pour les fruits et legumes.

- La deuxième phase qui a débuté le jeudi après-midi vers 4H00, au moment où les ministres des Dix se sont réunis afin de faire l'état de la situation après les contacts bilatéraux effectués dans la phase précédente. A cette fin, la Présidence a soumis un nouveau schéma de compromis, ces suggestions ayant été établies en étroite collaboration avec la Commission.

EN MATIÈRE DE PÊCHE, ce compromis donne des précisions détaillées et chiffrées en ce qui concerne les espèces soumises aux TAC et quotas, y compris le merlu, et elle a maintenu la thèse que les bateaux espagnols n'auront accès à "l'Irish Box" qu'à la date du 31 décembre 1995. S'agissant des relations de pêche entre le Portugal et l'Espagne, il a été suggéré "que ces relations devront être définies dans un cadre approprié avant l'achèvement des négociations d'adhésion".

EN MATIÈRE D'AGRICULTURE, le nouveau compromis se réfère à une large diversité de problèmes y compris le volet "produits continentaux" ou des nouveaux chiffres détaillés sont indiqués en ce qui concerne les quantités "objectives" de chacun des produits en cause afin de réaliser ainsi un régime d'importation pendant les quatre premières années. En matière du régime d'exportation de fruits et légumes frais en provenance de l'Espagne, il a été proposé une démobilitation des droits de douane pendant une période de dix ans avec une démobilitation tarifaire plus rapide pour les produits soumis au régime de prix de référence. S'agissant du secteur du vin, le compromis a, entre autres, suggéré de fixer un montant de référence pour la distillation obligatoire s'élevant à 28 mio HL.

Ce compromis a reçu un accueil assez favorable des Dix, sans que, toutefois, toutes les délégations aient pu donner leur accord. Entre les diverses réserves énoncées, figurent notamment celles exprimées par la délégation française, notamment vis-à-vis du nombre de bateaux de pêche espagnols autorisés dans les eaux communautaires. En outre, la même délégation n'a pas pu souscrire à certains éléments suggérés concernant le secteur du vin notamment le montant de référence pour la distillation obligatoire.

Devant cette situation, la Présidence a estimé utile d'interrompre les travaux en précisant son intention d'entamer, avec la Commission, des nouveaux contacts distincts avec les délégations portugaise et espagnole, avec la Présidence, à partir de mercredi après-midi prochain. Ensuite, il est prévu que le Conseil se réunira à nouveau le jeudi à une heure encore à fixer. M. Andreotti a fait entendre que la Présidence n'exclut pas l'éventualité d'un report de la date du prochain Conseil européen prévu pour le 29 et 30 mars en cas de non accord à cette session en matière "d'élargissement" au niveau du Conseil.

En ce qui concerne les autres points à l'ordre du jour de ce Conseil et qui méritent une attention particulière :

- les Programmes Intégrés Méditerranéens (PIM);
- les ressources propres, et budget 1985.

En ce qui concerne ce dernier sujet, il faut se référer à la note BIO(85) 104 (suite 6).

EN MATIÈRE DU PROBLÈME DES PIM, M. Delors a exposé les grandes lignes d'orientation de la Commission en ce qui concerne le financement des programmes envisagés. Dans ce cadre, il a fait une distinction entre trois sources de financement :

- a) redéploiement des fonds structurels aboutissant à un chiffre de 2,5 milliards d'Ecus;
- b) un financement additionnel à la charge du budget communautaire pour un chiffre total de 2,0 milliards d'Ecus;
- c) des prêts bonifiés pour un chiffre global de 2,5

milliards d'Ecus.

Ceci resulte donc a un financement global pour l'ensemble de ces programmes, et ceci pour une periode couvrant 7 ans et d'un montant de 7 milliards d'Ecus.

Les premieres reactions des delegations vis-a-vis de ces orientations ont ete encourageantes dans la mesure ou aucune delegation, y compris la delegation hellenique, n'ont emis de reserves de fond.

Il a ete convenu que le COREPER etablira un rapport sur ce sujet afin d'informer par ce biais le Conseil europeen en la matiere.

Amities, *Paemen*
H. PAEMEN - COMEUR//X/